

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRISUD

638 Rue Etienne Lenoir
ZAC KM Delta II
30900 St Cesaïre

Références : -
Code AIOT : 0018100046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement CARRISUD implanté Puech de la Cabanne - Garenne Vallonguette - Combilion 30190 La Rouvière. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux sanctions administratives (amende et astreinte journalière) prises à l'encontre de la société CARRISUD pour exploitation illégale de gisement portant atteinte à la protection de la ressource en eau, l'inspection des installations classées réalise cette visite afin de contrôler les réparations des dommages causés à l'environnement par le remblaiement des zones concernées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRISUD
- Puech de la Cabanne - Garenne Vallonguette - Combilion 30190 La Rouvière
- Code AIOT : 0018100046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRISUD exploite une carrière de roche massive calcaire destinée à la production de granulats. Cette activité a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°17-091N du 17 juillet 2017 pour une durée de 25 ans, sur une superficie d'environ 18 ha, pour un tonnage annuel maximal de 400 000 tonnes. Une installation de traitement mobile et une station de transit sont également autorisées sur le périmètre de cette carrière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Astreinte journalière	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 2	Levée d'astreinte
2	Prescription complémentaire	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 3	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CARRISUD a procédé aux travaux de restauration de la couche de protection de la nappe et a fourni les justificatifs correspondants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Astreinte journalière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 2
Thème(s) : Autre, Astreinte journalière
Prescription contrôlée : La société CARRISUD [...] est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de mille cinq cent euros (1500€) jusqu'à remblaiement de la zone illégalement exploitée à la cote 90m NGF. Le recouvrement de l'astreinte prend effet 92 jours à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitant était tenu de remblayer les zones illégalement exploitées sous un délai de 92 jours à compter de la notification de l'arrêté susvisé, soit au 17 octobre 2025. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la surface illégalement exploitée de 15 000m ² et portant sur les carreaux H13, H14, H15, G13, G14, G15, F13, F14, F15 a été réaménagée. La justification du respect de la cote de fond de fouille à 90mNGF suite aux travaux de

réaménagement, a été apportée par le plan du géomètre expert SELARL VINCENS HARBONNIER Guillaume, daté du 20 novembre 2025, soit après le délai fixé.

Par courriel du 21 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection un plan topographique réalisé par le même professionnel et présentant les points topographiques relevés en date du 25 juillet pour les carreaux H14 et H15 et en date du 19 novembre 2025 pour le reste des carreaux.

L'exploitant par courrier au préfet du 17 novembre 2025 déclare que le réaménagement de toute la zone concernée à la cote de 90mNGF a été achevé en aout 2025.

Nonobstant le doute existant sur la date réelle de retour à la conformité et compte tenu du constat fait par l'inspecteur que la protection de la nappe est à nouveau assurée, il n'apparaît pas fondé de recouvrir l'astreinte administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 2 : Prescription complémentaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 3

Thème(s) : Autre, Prescription complémentaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant adopte les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux de restauration de la couche de protection d'au moins 2 m d'épaisseur ne puisse altérer la qualité des eaux souterraines. A cette fin, l'exploitant utilise exclusivement des stériles de creusement de la présente carrière de la Rouvière.

L'utilisation de déchets inertes extérieurs à la carrière est prohibée pour la réfection de la protection de la nappe.

L'exploitant indique au préfet à chaque fin de mois l'état d'avancement des travaux de restauration de la protection en précisant:

- les surfaces de protection de la nappe recouvertes ;
- les volume de stériles utilisés ;
- un relevé des zones restaurées effectué par un géomètre expert au terme de l'opération de restauration.

Constats :

Par courrier du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs des travaux de restauration de la protection de la nappe. Il déclare au préfet que le réaménagement a été réalisé exclusivement avec des stériles provenant de l'exploitation de la carrière.

L'inspection a constaté visuellement une diminution du stock de stériles sur le site et a demandé à l'exploitant de fournir un bilan des stocks avant et après travaux de remblaiement :

- Le volume de stériles en 2024 :
 - stock de stériles au nord : 60 800m³
 - stock de stériles à l'ouest : 20 000m³
 - stock de stériles à l'est : 79 550 m³
 - merlon : 4100 m³

soit un total de 164 450 m3

- le volume de stériles au 21 novembre 2025 :
 - stock de stériles au nord : 60 800m³
 - stock de stériles à l'ouest : 5000m³
 - stock de stériles à l'est : 56490 m³
 - merlon : 1000 m³

soit un total de 123 290 m³.

Le volume de stériles utilisés pour réaménagement est de 41 160m³ . Le volume de matériaux extraits sur la zone illégalement exploitée étant estimé à 25 053m³ , la prescription apparait donc donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte